



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple – Un But – Une Foi

*Ministère du Travail, du Dialogue social,
des Organisations professionnelles et
des Relations avec les Institutions*

**PROJET DE PLAN DE MISE EN ŒUVRE DU PACTE NATIONAL DE STABILITE SOCIALE
ET D'EMERGENCE ECONOMIQUE (PNSSEE) POUR LA PERIODE ALLANT
DU 15 AVRIL 2014 AU 14 AVRIL 2016**

Ce plan découle des défis, objectifs et fondements du PNSSEE, des attentes et engagements des parties, du canevas de mise en œuvre et de suivi-évaluation tels qu'adoptés, à l'issue des différentes phases ayant présidé à sa formulation et à son adoption. Il s'agit, entre autres, de :

- La Conférence sociale organisée, les 14 et 15 Avril 2014, au King Fahd Palace, sous la présidence effective du Chef de l'Etat et qui a abouti à la signature officielle du PNSSEE, le 15 avril 2014 ;
- L'atelier de planification stratégique organisé à Saly, les 26 et 27 Avril 2014, et regroupant les représentants du Gouvernement (MTDSOPRI, SCA, MEF, MP, APIX), du CNDS, des organisations d'employeurs (CNP, CNES, UNACOIS, MEDS), des organisations de travailleurs (CNTS, UNSAS, CSA, CNTS/ FC, FGTS) et du Forum civil.

La réussite de ce plan est fortement conditionnée par :

- L'engagement continu des parties signataires, dans une logique de vision commune et de responsabilités partagées;
- Le respect des engagements communs et spécifiques souscrits par lesdites parties ;
- L'appropriation du PNSSEE aussi bien par les parties signataires que par les parties non signataires ;
- L'engagement des personnes physiques et morales impliquées dans le processus de veille stratégique et d'alerte ;
- La mise en place rapide des organes et instruments d'orientation stratégique et de gestion opérationnelle du PNSSEE ;
- La mise à disposition, à bonne date, des ressources humaines, financières et matérielles nécessaires à la mise en œuvre du PNSSEE ;
- La parution régulière des rapports trimestriels de suivi ;
- La réalisation de revues annuelles et à mi-parcours ;
- La prise rapide de mesures correctives, lorsque des situations internes et externes nouvelles, viennent à remettre en cause le déroulement des actions planifiées.
- Le renforcement de son rôle central d'orientation, d'organisation, d'impulsion et l'accessibilité au citoyen.

I/ ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT

MESURE 1 : VEILLER AU RESPECT DE LA LEGISLATION SOCIALE, PAR LE RENFORCEMENT DES MOYENS JURIDIQUES, FINANCIERS ET LOGISTIQUES DE L'ADMINISTRATION DU TRAVAIL, CONFORMEMENT A LA CONVENTION N°81 DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT) RATIFIEE PAR LE SENEGAL ET SON PROTOCOLE ADDITIONNEL NON ENCORE RATIFIE

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Respect de la législation sociale en motivant les agents de l'Administration du travail et en renforçant leurs moyens d'intervention et surtout lutter contre l'évasion sociale	1) Acquérir des équipements (60 ordinateurs et imprimantes)	2014-2016	MTDSOPRI .MEFP .MJUST - MFPRERSP	Nombre de mobiliers de bureau et de véhicules acquis	Bordereau de livraison, PV de réception	200 millions de francs CFA	
	2) Acquérir 20 véhicules berlines			Nombre de véhicules acquis	Bordereau de livraison, PV de réception	300 millions de francs CFA	
	3) Acquérir 15 véhicules 4x4			Nombre de véhicules acquis	Bordereau de livraison, PV de réception	375 millions de francs CFA	
	4) Motiver les agents par l'octroi d'une indemnité conséquente				Nombre d'agents en fonction dans l'administration du travail	500 Millions par an, soit 1 milliard 500 millions pour les 3 ans.	
	5) Organiser 5 sessions de				Nombre de sessions de formation	5 Rapports de sessions	50 millions de francs

<p>formation pour 150 agents de l'AT par an (à raison de 30 agents formés par session)</p>			<p>organisées (15 sessions soit 5 sessions par an) 750 personnes formées soit 150 personnes par an</p>	<p>de formation. 750 personnes formées en trois ans 150 personnes formées par an</p>	<p>CFA</p>	
<p>6) Lutte contre l'évasion sociale</p>						
<p>7) Recruter des ressources humaines (60 inspecteurs et 80 contrôleurs du travail), 3 statisticiens, 2 informaticiens, 1 actuaire et 50 agents (personnel d'appui et autres)</p>			<p>Nombre d'agents recrutés</p>	<p>- actes d'engagement - actes d'affectation</p>		
<p>8) Doter en ressources financières complémentaires pour l'année en cours et ériger de mesures nouvelles pour les</p>			<p>Variation du budget alloué à l'AT par rapport à l'année précédente</p>	<p>- LF I - LFR</p>		

<p>années à venir</p> <p>9) Procéder à la Révision du Code du Travail et de la réglementation dans le sens du relèvement du niveau des sanctions pécuniaires et du renforcement de la valeur du PV d'infraction</p> <p>10) Organiser trois ateliers de partage des réformes entre l'Administration du Travail, l'Administration Judiciaire et les Mandataires syndicaux attitrés</p> <p>11) Mise en œuvre d'un programme national de lutte contre l'évasion sociale</p> <p>12) Renforcement</p>							
				Volume des pénalités recouvrées	Rapports et PV		
				Nombre de réformes partagées	Rapport de l'Atelier	30 millions de francs CFA soit 10 millions de francs CFA par an	
				Réduction significative du taux d'évasion sociale	Rapports d'activités et statistiques publiées	Prévu par PTIP	
			Nombre de	Rapports de			

	des activités de contrôle de l'Inspection du travail			contrôles effectués	contrôle		
	13) Elaborer des outils de collecte de données et de suivi des mesures	2014-2016	MTDSOPRI HCDS OE OT	Réduction du nombre de plaintes sur le non-respect des libertés syndicales Dispositif de suivi	Rapports d'activités des inspections Rapports périodiques de suivi		

MESURE 2 : AMELIORER LE CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL DES RELATIONS PROFESSIONNELLES

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Amélioration du cadre juridique et institutionnel des relations professionnelles	1) Elaborer et mettre en œuvre un programme de mise en conformité de la législation sociale aux normes de l'OIT	2014 - 2016	- MTDSOPRI -MJ -MEF	- Le programme est élaboré ; - Revue du code du travail et mise à jour des textes d'application (10 textes par an)	Les textes sont mis en conformité	150 millions de francs CFA soit 50 millions de francs CFA par an	
	2) Mettre en place un Observatoire national sur la	2014 - 2016		-Un observatoire national est mis en place. -Des statistiques sur			

discrimination au Travail			les discriminations au travail sont disponibles	la DST publiés	francs CFA par an	
Recours au dialogue social comme instrument de prévention contre toutes les formes de discrimination						
3) Mettre en œuvre la procédure de ratification des conventions de l'OIT N° C 183, C 189, C 155, C 161, C 187, C 170, C 174, C 176	2014 - 2016	- MTDSOPRI -MAE	Nombre de conventions ratifiées	-J.O -Etat des ratifications -Rapports de l'OIT		
4) Faire l'état des lieux des cadres de concertation et de négociation collective dans le public et dans le privé Contribuer à la redynamisation de la négociation	2014 - 2016	- MTDSOPRI MFP -HCDS -OT -OE	-Nombre annuel de sessions -Nombre de dossiers traités	- Rapports de session ; - Rapports d'activités Rapport d'études	10 millions par an, soit 30 millions pour les 3 ans	

	collective par la tenue régulière des réunions des instances bipartites et tripartites				validé		
Redynamisation de la négociation collective	<p>5 Réviser de la convention collective nationale interprofessionnelle (CCNI) ;</p> <p>Réviser des conventions collectives de branches ;</p> <p>Compléter et/ ou adopter les annexes de classification des dites conventions. (10 ateliers par an)</p> <p>Poursuite des travaux sur le</p>	2014 - 2016	- MTDSOPRI -OE -OT	-Nombre d'ateliers tenus -Pourcentage des conventions collectives adoptées	- Rapports d'ateliers - Nombre de conventions collectives actualisées	90 millions de francs CFA soit 30 millions par an soit 3 millions par atelier	
				La nomenclature nationale des emplois et métiers		300 millions pour le Répertoire Opérationnel	

Répertoire Opérationnel des Métiers et des Emplois (ROME)				est mise à jour		des Métiers et des Emplois (ROME)	
6) Harmoniser l'âge de la retraite à 60 ans dans le secteur privé	Le MTDSOPRI s'engage à inscrire cette question à l'ordre du jour de l'Assemblée générale du Collège des représentants de l'IPRES en 2014/	- MTDSOPRI -OE -OT		-Code du travail modifié	PV de l'Assemblée générale du Collège des représentants de l'IPRES		
Modification des Statuts de l'IPRES pour régler le problème de la retraite au-delà de 55 ans				Statuts et règlements intérieurs IPRES modifiés	JO		
7) Texte réglementaire sur la subvention de 600 millions aux centrales syndicales.		MTDSOPRI		le texte réglementaire est pris en commission ad hoc	JO		
8) Mise à disposition de la subvention aux centrales syndicales		MEF		Montant de la subvention	Ordre de virement reçu.	600 millions par an soit 1 milliard 800 millions pour les 3 ans.	

MESURE 3 : CONTRIBUER A L'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE ET DES CONDITIONS DE SECURITE ET DE SANTE AU TRAVAIL

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Création du centre d'information et de sensibilisation sur la Santé et Sécurité au Travail	Mettre en place l'équipe de projet, Adoption des textes et Mise à disposition des locaux et équipements du centre	2014- 2016	-MTDSOPRI -OE -OT	Arrêté interministériel MTDSOPRI/ SANTE / FINANCES portant création du centre	JO	20 millions pour financer les études de faisabilité	
Mettre en place un Centre national de Production et de productivité	1) Réactualiser des études portant création physique du CNPP	2014-2015	-Gouvernement -OE -OT - HCDS	Orientations définies	Rapports d'études disponibles	20 millions pour financer des études de faisabilité	
	2) Mise en place, équipement et fonctionnement du CNPP			Texte créant le CNPP signé	Rapports d'activités et publications du CNPP		

MESURE 4 : PROMOUVOIR LA MISE EN ŒUVRE DE POLITIQUES PUBLIQUES APPROPRIÉES POUR PRENDRE EN CHARGE LA DEMANDE SOCIALE ET POUR FAVORISER LES INVESTISSEMENTS A FORT IMPACT SOCIAL

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Conception et mise en œuvre des politiques publiques appropriées pour la prise en charge de la demande sociale	1) Accroître les ressources destinées à l'investissement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du transport	2014-2016	MEFP Ministères sectoriels concernés	-Taux d'investissement dans les secteurs de l'éducation et de la santé -IDH	Loi de finances de l'année Rapport national IDH	BCI	
	2) Mener des initiatives publiques destinées à promouvoir l'accès à l'habitat, l'eau et l'assainissement	2014 – 2016	Gouvernement	Taux d'accès aux services sociaux de base	-Rapports d'avancement -Statistiques de l'ANSD		
Promotion des investissements à fort impact social	1) Mettre à jour et actualiser le Code des investissements	2015	MEF	Volume d'investissements à impact social réalisés d'une année à l'autre	-Rapports d'activités -Données sur les investissements		
	2) Elaborer et adopter la Charte pour	2014-2015	CPI	Charte adoptée	-Rapports CPI -Rapports de l'ANSD		

	l'investissement à fort impact social						
	3) Mise en place d'un dispositif de suivi des investissements à fort impact social		-ANSD -APIX -Secteur privé	Taux des investissements à fort impact social			

MESURE 5 : ASSURER UNE MEILLEURE REPARTITION DES FRUITS DE LA CROISSANCE

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements CFA
Indexer les salaires sur la hausse du coût de la vie	1) Réaliser une étude d'impact	2014-2016	MTDSOPRI	Etude disponible	Rapport d'étude	10 Millions
	2) Signature d'un accord sur l'indexation		OE OT	-Taux d'indexation -SMIG revalorisé	Accords signés dans le cadre des négociations	1 milliard (fonds de garantie)
	3) Réalisation de la centrale d'achat des travailleurs		MC OT	Nombre de réseaux de distribution	Cadrage validé	

MESURE 6 : PARTAGER L'INFORMATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)
Partage de l'information économique et financière	1) Mettre à jour et vulgariser des informations économiques, financières. Et sociale	2014-2016	-MEFP	-Fréquence de mise à jour des sites -Volume de consultation des sites	- Sites gouvernementaux (DPEE, ANSD, ...) - Rapports de revue annuelle conjointe validés (RAC)	
	2) Mettre en ligne de la loi de finances			Loi de finances publiée sur le site du MEF	Site du MEF	
	3) Mettre en ligne des plans de passation des marchés publics			Plans publiés sur le site du MEFP	Site des Marchés publics	
	4) Faire une revue annuelle de la politique économique et sociale.			Revue annuelle publiée	Rapports d'activités du MEFP	

MESURE 7 : VEILLER A L'ALLOCATION DES RESSOURCES BUDGETAIRES, POUR COUVRIR L'INCIDENCE FINANCIERE DES ACCORDS CONCLUS AVEC LES PARTENAIRES SOCIAUX

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Veiller à l'allocation des ressources budgétaires, pour couvrir l'incidence financière des accords conclus avec les partenaires sociaux	Prise en charge des accords collectifs conclus dans la loi des finances en cours	2014-2016	MTDSOPRI MEFP	Taux de couverture du financement des accords	-Loi de finances -Rapports financiers		

MESURE 8 : PROMOUVOIR L'AGRICULTURE, L'INDUSTRIE, L'AMELIORATION DES FACTEURS DE PRODUCTION, DU CAPITAL HUMAIN ET RELANCER LES ENTREPRISES EN DIFFICULTE

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)
Promotion des entreprises agricoles	1) Réaliser des domaines agricoles communautaires	2014-2016	-Ministère de l'agriculture -Partenaires sociaux, PTF -Ministère chargé du Commerce -MEFP -Min Enseignement supérieur. -Ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle	-Accroissement de la production et de la productivité agricoles -Accroissement de la part du secteur agricole dans le PIB	-Sites de l'APIX -Rapport annuel CPI -Rapports des chambres de commerce et de métiers -Notes de conjoncture -Programmes de formation des écoles de formation dans les métiers de l'agriculture	
	2) Appuyer la mise en place des Micro entreprises rurales (MER)	2015		Nombre de MER financées	-Rapports d'activités des structures de l'Etat -Rapports des PTF	
	3) Finaliser la réforme sur le foncier	2016		Taux de satisfaction des demandes des nationaux pour l'accès au foncier.		
	4) Intégrer dans les			Nombre de		

	2) Appuyer techniquement et financièrement pour la relance		<ul style="list-style-type: none"> - Ministère du Commerce - Ministère de l'industrie - MEF - ADPME - APIX - Banques PS 	<ul style="list-style-type: none"> -Volume de ressources financières mobilisées -Nombre d'entreprises en difficulté relancées 	-Rapports d'activités des ministères concernés	
	3) Mettre sur pied de comités de veille au sein des entreprises à relancer en relation avec cellule de relance des entreprises en difficulté logé au Ministère chargé du Commerce		<ul style="list-style-type: none"> -Entreprises concernées -OT 	Comités mis en place et opérationnels	Rapports d'activités	

MESURE 9 : PROMOUVOIR DES CONCERTATIONS REGULIERES ENTRE LES PARTENAIRES SOCIAUX ET LES HAUTS RESPONSABLES DE L'ETAT

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification
Organisation des rencontres semestrielles entre le PM, les Organisations de Travailleurs et d'Employeurs	Organiser au moins, une séance de travail par semestre entre le PM et les partenaires sociaux	2014-2016	PM	Nombre de séances de travail tripartites tenues entre le PM et les partenaires sociaux	CR des rencontres
Organisation la rencontre annuelle entre le PR, les OT et OE	Organiser au moins une séance de travail par an entre le PR et les partenaires sociaux	2014-2016	PR	Nombre de séances de travail tripartites tenues entre le PR et les partenaires sociaux	CR des rencontres

Refondation du dialogue social	<p>1) Mise en place d'institutions fortes du dialogue social</p> <p>2) Adoption d'une approche préventive globale du dialogue social par la mise en place de mécanismes innovants de veille sociale ;</p> <p>3) Instauration d'une procédure de médiation en cas d'échec de la tentative de conciliation en matière de conflit collectif de travail ;</p> <p>4) Mise en place d'un comité de suivi des accords issus des</p>	2014 - 2016	MTDSOPRI	OE OT	Budget alloué au Pacte	Textes réglementaires adoptés
---------------------------------------	--	-------------	----------	----------	------------------------	-------------------------------

	<p>négociations ;</p> <p>5) Impulsion des thèmes d'études, des recherches, publications et un partage de connaissances entre les acteurs.</p>					
<p>Intégration des problématiques liées à l'économie informelle dans le processus de dialogue social</p>		<p>MTDSOPRI MCESI</p>				

MESURE 11 : ORGANISER REGULIEREMENT DES ELECTIONS DE REPRESENTATIVITE ET TENIR COMPTE DES RESULTATS DANS LES NEGOCIATIONS BIPARTITES ET TRIPARTITES

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Organiser des élections de représentativité et en tenir compte dans les négociations bipartites et tripartites	1) Prendre un arrêté fixant le seuil de représentativité des centrales syndicales	2014	-MTDSOPRI -OT -OE	Seuil de représentativité fixé	Arrêté fixant le seuil de représentativité		
	2) Tenir d'élections régulières de représentativité.	2015-2016		-organisation régulière des élections -Nombre de centrales représentatives	-Rapport officiel des résultats des élections. -Journal Officiel	300 Millions	
	3) Enquêtes de représentativité des organisations professionnelles			Régularité des enquêtes menées et nombre d'organisations concernées			

MESURE 12 : PROMOUVOIR L'EXTENSION DE LA PROTECTION SOCIALE AUX JOURNALIERS ET AUX TRAVAILLEURS DU SECTEUR INFORMEL

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Renforcement de l'extension de la protection sociale aux journaliers et aux travailleurs informels	1) Tenir un atelier de réflexion sur la protection sociale des journaliers	2014	MTDSOPRI	-Nombre de travailleurs bénéficiant de la protection sociale -Volume de cotisations sociales	Rapports d'activité des IPS	5 Millions	
	2) Faire des modifications du décret 70 180 sur le travail journalier	2014-2016		Nouveau décret publié	Journal Officiel		
	3) Mettre en place un régime simplifié pour les petits contribuables (RSPC)	Décembre 2015		Texte instituant le RSPC	Journal Officiel		1 milliard cinq cent millions (1.500 000 000 F CFA) prévus en relation avec les Partenaires Techniques et Financiers

Engagement pour la mise en œuvre du régime simplifié pour les petits contribuables, en vue de promouvoir la transition du secteur informel vers le secteur formel ainsi que l'emploi décent	Mettre en œuvre le plan d'action simplifié	2014-2016	MTDSOPRI -Ministère des finances (DGID) -Ministères sectoriels	Couverture sociale des travailleurs de l'économie informelle		-Budget -Rapports des Institutions de prévoyance sociale	
---	--	-----------	--	--	--	---	--

MESURE 13 : CONTRIBUER AU RESPECT DE L'APPLICATION DES DECISIONS DE JUSTICE

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Contribution au respect de l'application des décisions de justice en matière sociale	Mettre en place une commission ad hoc de recensement des décisions de justice Suivre l'état de l'application des décisions de justice	2014-2016	-MTDSOPRI -MJ -OE -OT	Nombre de décisions de justice non appliquées recensées	Rapports sur les décisions de justice		

MESURE 14 : RENFORCER LES CAPACITES DES EMPLOYEURS ET DES TRAVAILLEURS EN MATIERE DE DIALOGUE SOCIAL ET DE NEGOCIATION COLLECTIVE

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Renforcer les capacités des acteurs tripartites sur le dialogue et la négociation collective	1) Organiser de 10 sessions de formation pour 300 partenaires sociaux par an (à raison de 30 p s formés par session)	2014-2016	-MTDSOPRI -OE -OT	-Nombre de sessions de formation organisées (30 sessions soit 10 sessions par an) -900 personnes formées soit 300 personnes par an	Rapports d'ateliers	100 millions de francs CFA pour l'organisation des dix sessions (à raison de 10 millions par session)	
	Renforcement de la formation des élèves de l'ENA aux mécanismes de dialogue social et de négociation collective						

MESURES 15 : METTRE EN ŒUVRE LE PROGRAMME PAYS POUR LE TRAVAIL DECENT

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Mise en œuvre du Programme Pays pour le Travail Décent.	Une meilleure coordination entre les Ministères impliqués dans la mise en œuvre du PPTD ;	2014 - 2016	MTDSOPRI MJEVC OE OT				12 Milliards
	Développer une stratégie de mobilisation des ressources pour le financement du PPTD ;						
	Mise en place des organes de pilotage et de mise en œuvre du PPTD ;						

II/ ENGAGEMENT DES EMPLOYEURS

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
-----------------------	-----------	-----------------------	--------------	-------------	------------------------	---------------------	--------------

Assurer la bonne gouvernance de l'entreprise	1) Mettre en place les mécanismes efficaces de gestion (transparence des comptes, publication régulière des bilans financiers et sociaux, fonctionnement réguliers des instances statutaires)	2014-2017	Dirigeants d'entreprises	-Ratios de gestion ; -Production des documents comptables et Financiers	-Etats financiers -Rapports d'activités -Bilan social		
	2) Mener une Sensibilisation et faire un renforcement des Dirigeants d'Entreprises à la bonne gouvernance			-Nombre de sessions de sensibilisation et de formation organisés -Niveau de mise en œuvre des principes de bonne gouvernance	-Rapports d'activités -Rapport de gestion		
	3) Promouvoir l'actionariat des salariés dans le capital des entreprises	2014-2017	Travailleurs	-Nombre de titres d'actions attribuées aux travailleurs -Taux productivité	-Bilans sociaux -Rapport d'activités		

				-Partage des gains de productivité			
Investissement massif dans la création de richesses et d'emplois	Mettre en œuvre des programmes d'investissements productifs par l'entreprise	2014-2017	Employeurs	-Valeur Ajoutée -Nombre d'entreprises créées -Nombre d'emplois créés -Volume d'investissements productifs réalisés -Taux de croissance	-Rapports d'activités des entreprises -Notes de conjoncture, Etudes réalisées -Statistiques nationales. Note des PTF		
Respect des engagements souscrits avec les autres parties signataires	Tenir régulièrement de réunions, sur l'état d'avancement du Pacte	2014-2017	-MTDSOPRI -OT -OE -HCDS	Taux des engagements réalisés	-Rapports de réunions -Rapports trimestriels et annuels		

Renforcement de la compétitivité, la productivité et la stabilité des entreprises	1) Réaliser des études de productivité et de compétitivité	2014-2017	-OE -OT	Indices de productivité et de compétitivité des entreprises	-Rapports d'activités et bilans des entreprises -Notes de conjoncture de la DPEE -Rapports du Doing business -Rapport national sur la compétitivité		
	2) Renforcer les capacités des Magistrats en législation sociale			Nombre de condamnations d'Entreprises pour des libéralités	Décisions de justice		
Promotion du développement du secteur privé national	1) Pourvoir la Participation du secteur privé national dans l'exécution des projets de partenariat du PSE ;	2014-2017	OE	Part des PPP noués dans le PSE	-Rapports ANSD -Notes d'informations des organisations d'employeurs		
	2) Mettre en place d'un cadre unifié de	2014-2017	OE	-Pourcentage des stratégies et décisions	-PV et notes d'informations du cadre		

	concertation du secteur privé national			arrêtées et mises en œuvre dans le cadre de concertation unifié du secteur privé -Contribution du secteur privé national au PIB	unifié -PV du CPI -Rapports de l'APIX -Rapports des OE		
	3) Renforcer la présence du secteur privé national dans les secteurs d'activités et les concessions publiques stratégiques porteurs de croissance		- Gouvernement -OE	-Le nombre d'emplois créés -La migration de l'économie informelle vers le secteur structuré s'est accrue dans des proportions significatives -Le nombre d'entreprises créées en zone rurale a progressé de 20%	-Etudes -Notes des chambres de commerce et de métiers		
Réactivation de la Convention Etat/Employeur	Adopter la signature des textes régissant la Convention Etat/Employeur	2014	-Etat -OE	Nombre de jeunes admis en stage d'entreprise	Notes d'informations des entreprises des OE, des chambres de		

Développement de la prévention des risques professionnels en milieu de travail	1) Mettre en place des politiques et programmes pour prévenir les risques professionnels	2014-2017	-OE -OT -CSS	Nombre d'entreprises ayant mis en place de politiques de SST	commerce Rapports semestriels du médecin de l'entreprise et du Comité d'entreprise		
	2) Commanditer des audits de sécurité			-Fréquence des AT et MP -Nombre d'AT et de MP -Baisse des coûts de réparation des AT et MP	Rapports du médecin conseil de la CSS Rapport d'audit		
	3) Mettre en œuvre la Formation et information du personnel			Nombre de personnes formées	Statistiques de l'entreprise		
	4) Planifier l'Installation de comités d'hygiène et sécurité au travail			Nombre de comités d'hygiène et sécurité au travail installés	Rapports des OE et des OT, de l'inspection du travail		

II/ ENGAGEMENTS DES TRAVAILLEURS

Objectifs spécifiques	Activités	Délais de réalisation	Responsables	Indicateurs	Moyens de vérification	Financements (FCFA)	Observations
Contribution à la stabilité et à la cohésion sociale	1) Elaborer et adopter une stratégie de campagne nationale d'IEC/CCC 2) Confectionner des supports	2014-2015	. OT	-Document de stratégie disponible -Pourcentage de baisse des conflits sociaux	Rapport final de campagne		
Assurer le rôle de défense des intérêts des travailleurs et de l'entreprise	1) Mettre à jour des textes régissant les relations professionnelles	2014-2017 en continu	-MTDSOPRI -OE -OT	-Nombre de textes mis à jour -Nombre de textes revisités -Nombre de textes mis à jour	Rapport du gouvernement sur la C135		
	2) Organiser régulièrement des élections de délégués du personnel			Nombre d'entreprises ayant organisé des élections de délégués du personnel	Rapports des OT sur la C135		

	3) Améliorer l'action des délégués du personnel			-Nombre de plaintes enregistrées par les délégués du personnel -Nombre de plaintes traités par les délégués du personnel			
Promotion du dialogue et la concertation en milieu de travail	1) Privilégier la formation des travailleurs aux techniques de prévention, de gestion et de résolution des conflits sociaux	2014-2017 continus	OT	-Nombre de travailleurs formés aux techniques de prévention, de gestion et de résolution des conflits sociaux -Nombre de conflits sociaux résolus	-Rapports des sessions de formation		
	2) Animation des mécanismes de dialogue social sur le lieu de travail			Taux d'utilisation des mécanismes de dialogue social a fortement augmenté	Rapports des DRH et des délégués du personnel		
Promotion du culte du travail	Organiser des sessions de formation en culture d'entreprise, productivité et compétitivité des entreprises et services publics			Nombre de sessions de formation organisées	-Rapports des sessions de formation -Rapports et statistiques sur la productivité et la compétitivité		
Plaidoyer pour	1) Concevoir un	2015	. OT	Plan de formation	Rapports		

la prise en compte de la formation des travailleurs	plan de formations à la carte au profit des travailleurs			conçu, adopté et partagé avec les partenaires	d'activités de formation		
	2) Organiser un atelier de partage du plan de formation				Rapport de l'atelier de partage du plan de formation		
Mise en œuvre une bonne stratégie d'IEC/CCC	1) Mener une vulgarisation générale du Pacte	2014-2017	OT	. Nombre de travailleurs sensibilisés au PNSSEE	-Rapports d'activités d'IEC/CCC		
	2) Elaborer un Recueil des bonnes pratiques en matière de mise en œuvre du Pacte			Nombre de personnes sensibilisées sur les enjeux et les bonnes pratiques du PNSSEE	-Rapports d'activités		
Contribution à la redynamisation des cadres de concertation	1) Evaluer les cadres de concertation	2014-2015	OT	-Nombre de réunions organisées -Taux de satisfaction des OT	-PV des réunions . Résultats des sondages d'opinion		
	2) Participer à l'animation des cadres de concertation			Nombre de cadres de concertation redynamisés			
Mise en œuvre le plan d'action du PNSSEE	1) Installer un comité intersyndical pour l'exécution du plan d'actions	Juillet 2014	OT	Nombre comités intersyndicaux installés	-Rapport d'activités -Rapport d'évaluation		

	Exécuter le plan d'actions			-Nombre d'activités réalisées -Nombre de cibles touchées	des activités		
	3) Créer un centre de formation syndicale			-Centre de formation syndicale fonctionnel -Nombre de syndicalistes formés -Nombre de syndicats ayant bénéficiés de formations au niveau du CFS	-Document portant attribution du centre de formation -Document de cession du local PV des sessions de formation		

Total global des engagements du pacte : Six milliards cinq cent soixante quinze millions (6. 575.000.000) de francs CFA sur trois ans.

**NB : Le financement du RSPC en relation avec les PTF est estimé à : 1 Milliard 500 Millions ;
Le reste du financement du PPTD est évalué à : Douze Milliards (12 000.000. 000 Frs CFA) ;**

- *Convention n°155 sur la sécurité et la santé des travailleurs (1981)
- *Convention n°161 sur les services de santé au travail (1985)
- *Convention n°170 sur les produits chimiques (1990)
- *Convention n°176 sur la sécurité et la santé dans les mines (1995)
- *Convention n°183 sur la protection de la maternité (2000)
- *Convention n° 187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail (2006)
- *Convention n°189 sur les travailleuses et travailleurs domestiques (2011)